



## LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** l'arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « Bachelor Universitaire de Technologie » ;
- **VU** la circulaire n° 2000-033 du 1<sup>er</sup> mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur ;
- **VU** le règlement général des études applicable pour l'année universitaire 2024-2025 ;
- **SUR** la proposition de constitution de jury du 14 février 2025 de Monsieur le Directeur de l'IUT du Limousin ;

Affaire suivie par :  
DE/FL/LU/N°092/2025/DE

## ARRÈTE

**ARTICLE 1** - Le jury d'admission de semestre 3 des BUT, pour l'année universitaire 2024-2025, sera composé ainsi qu'il suit :

**Président** : Laurent DELAGE, Directeur de l'IUT

**Vice-président** : Joël ANDRIEU, Directeur adjoint de l'IUT

**Chefs de Départements :**

Madame la Cheffe du Département Informatique  
Madame la Cheffe du Département Gestion des Entreprises et des Administrations - Limoges  
Monsieur le Chef du Département Génie Mécanique et Productique  
Madame la Cheffe du Département Techniques de Commercialisation  
Monsieur le Chef du Département Génie Biologique  
Madame la Cheffe du Département Mesures Physiques  
Madame la Cheffe du Département Métiers du Multimédia et de l'Internet  
Monsieur le Chef du Département Génie Civil - Construction Durable - Egletons  
Monsieur le Chef du Département Génie Electrique et Informatique Industrielle - Brive  
Madame la Cheffe du Département Gestion des Entreprises et des Administrations - Brive  
Monsieur le Chef du Département Génie Industriel et Maintenance - Tulle  
Madame la Cheffe du Département Hygiène, Sécurité et Environnement - Tulle  
Madame la Cheffe du Département Carrières Sociales - Guéret

**Enseignants-Chercheurs, Enseignants et Chargés d'Enseignement :**

Madame Chloé HINTON-WEST (INFO) - PRCE - Contractuel  
Monsieur Marius CHEVALLIER (GEA L) - MCF  
Monsieur Thomas FROMENTEZE (GMP) - MCF  
Madame Nathalie DUROUSSEAU (TC) - PRAG  
Madame Sylvia BARDET (GB) - MCF  
Monsieur Olivier RAPAUD (MP) - MCF  
Monsieur Benoît CRESPIN (MMI) - PR  
Monsieur Johan MILLAUD (GCCD) - PRAG  
Monsieur Mathieu MOREAU (GEII) - MCF  
Monsieur Vivien LLOVERIA (GEA B) - MCF  
Monsieur Benoît PICOUX (GIM) - MCF  
Monsieur Mathias REVON (HSE) - MCF  
Monsieur Hugo COURTEL (CS) - PRCE

**ARTICLE 2** - Le Directeur Général des Services Adjoint de l'Université de Limoges et le Directeur de l'IUT du Limousin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 18 février 2025

Le Président de l'Université

**Vincent JOLIVET**

### **Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à : M. Le Président de l'Université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télerecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.